

LES COLLUSIONS DEVANT L'OPINION

par

Danielle WALLEF

Licenciée en histoire — U.L.B.

La période de l'entre-deux-guerres fut, comme on le sait, une période d'insécurité, de crise économique, d'agitation violente. De 1927 à 1930, notre pays connut une période de "boom" qui se caractérisa par le fait que des financiers et des chefs d'entreprises perdirent tout sens de la mesure et crurent que rien ne leur était impossible.

On assista dès lors à une multiplication du nombre de sociétés. De nombreux hommes politiques furent appelés à leur gestion. D'autre part, durant cette période d'euphorie et d'hypercapitalisme, une fièvre de spéculation s'était développée.

Mais la grande crise de 1929 atteignit la Belgique en 1930 et ce fut le resserrement des affaires, la baisse des cours boursiers, la recrudescence de chômage.

La crise eut des effets proprement financiers et, entre 1930 et 1934, on vit s'effondrer de multiples banques et agences de change. La spéculation atteignit tous les milieux. De petites gens qui, avant-guerre, investissaient leurs économies à la Caisse d'Epargne, avaient eu tendance, pendant cette période de boom, à les investir dans des affaires financières.

La crise venue, ils virent leurs économies englouties dans l'effondrement des entreprises. Leur confiance dans les financiers et les chefs d'entreprises en fut ébranlée et on allait les trouver particulièrement réceptifs aux campagnes contre les collusions. Il ne restait qu'à exploiter cette particulière réceptivité : c'est ce que comprirent très bien deux agitateurs politiques : Janssens et Degrelle. Ce n'est que dans le climat très spécial que l'on peut comprendre le succès de leurs campagnes.

D'autre part aussi, l'exemple de l'étranger allait jouer : la Belgique avait devant les yeux le spectacle de la presse française où jour

après jour étaient évoqués les scandales financiers (Hanau, 1928; Oustric, 1930; et surtout, Stavisky, 1934-35) ainsi que l'affaire Kroeger, le "roi des allumettes".

La Belgique qui "a toujours été un microcosme dans lequel se reflétaient avec quelque retard les grands événements du monde" (58), allait avoir ses scandales et beaucoup de monde pour les dénoncer. Car c'est un tort de croire que Degrelle a été le seul à mener campagne contre les collusions de la finance avec la politique. S'il a magistralement exploité le thème au cours de la fulgurante campagne qu'il mena pendant l'hiver 35-36 contre "les pourris" et ce, à des fins toutes politiques, il était néanmoins héritier d'un large précédent et bénéficiait de tout un climat qui avait été créé et entretenu antérieurement au cours des années 1929-'35.

En effet, de nombreuses campagnes avaient été menées, d'abord contre les cumuls de mandats politique et financier, cumul qui est à l'origine des collusions (59), puis contre des cas précis de collusion.

Notre article aura dès lors deux parties : dans la première, nous ferons un bref historique de ces campagnes. Ensuite nous nous pencherons sur celle de Degrelle et nous nous efforcerons de montrer de quelle manière ce dernier exploita sur un fond de crise du régime, le climat de "scandalisme" développé par les campagnes précédentes.

L'INITIATIVE : LES SOCIALISTES ET LE THEME DES CUMULS

En 1926, un socialiste, Eugène Soudan, dépose une proposition de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Elle a pour but d'interdire certains cumuls de mandats politique et finan-

(58) P. DAYE, *Je suis partout*, 24 février 1934.

(59) Puisque suivant la définition de l'Union catholique en mai 1935, il y a acte de collusion "lorsqu'un mandataire public abuse de son mandat dans le but de faire attribuer un avantage illicite à une entreprise dans laquelle il a un intérêt personnel ou dont il est administrateur", (*Libre Belgique*, 9 mai 1935, p. 1 et 2).

cier, mais ne correspond toutefois pas à un malaise (60). En 1926, il ne se trouve personne d'autre pour dénoncer ce cumul. La proposition Soudan va d'ailleurs attendre quatre ans dans les cartons de la Chambre avant d'être discutée et elle en sortira vidée de son contenu (loi du 6 août 1931).

Pendant ces quatre années, personne ne tente rien pour faire accélérer la procédure. Mais les socialistes pourront toujours, à l'avenir, rappeler qu'avec cette proposition, ils ont été les premiers à attirer l'attention sur le danger du cumul et à vouloir prendre des mesures.

En 1929, lors des élections du mois de mai, les socialistes enregistrent un net recul et se retrouvent dans l'opposition. Au cours du débat sur la déclaration gouvernementale (61), Vandervelde prononce alors un violent discours dans lequel il dénonce le gouvernement comme subissant l'influence des gens d'affaires : "cela provient, disait-il, du fait que les membres du gouvernement cumulent des fonctions politiques et financières".

Faisant immédiatement écho à ce discours, *Le Peuple* déclenche une campagne de longue haleine (15 décembre 1929 à mai 1931), contre les ministres, présidents, administrateurs ou commissaires de sociétés. Son but : prouver qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que le gouvernement subisse l'influence des gens d'affaires puisque sept ministres sur douze cumulent 41 mandats de président ou administrateur de sociétés (62). *Le Peuple* conclut : "il est inadmissible que des hommes chargés de défendre l'intérêt public, s'occupent en même temps de gérer et favoriser certains intérêts particuliers".

Les deux cibles favorites du *Peuple* étaient les ministres Houtart, administrateur de la Banque de Bruxelles, et Tschoffen, administrateur de la Banque Chaudoir.

Quinze jours après le début de cette campagne survenait la déconfiture de la Banque Chaudoir où étaient impliqués le ministre

(60) Elle faisait suite à un amendement au projet de loi propageant la durée de la Banque Nationale et ayant pour but d'interdire le cumul entre le mandat de membre des Chambres et celui d'administrateur, directeur et censeur à la Banque Nationale.

(61) *Annales parlementaires, Chambre, session 1929-30*, 10 décembre 1929, p. 41 et ss.

(62) Ce sont : Baels (2), de Broqueville (4), Forthomme (1), Houtart (11), Lip-pens (18), Tschoffen (4), Van Caeneghem (1), (*Le Peuple*, 15.12.1929, 23.12, 27.12, 18.1.1930, 23.1, 27.1, 28.1, 29.1).

Tschoffen — il dut démissionner — et un sénateur catholique, Berryer, ainsi que la liquidation de la Compagnie industrielle de Liège (C.I.L.) dans le conseil d'administration de laquelle siégeaient les députés catholiques David et Van de Vijvere et l'ancien ministre catholique Carnoy. Ces faillites arrivent fort à propos pour illustrer le danger du cumul en offrant au *Peuple*, deux cas précis où celui-ci débouche sur des "scandales". Dans les deux affaires, les ministres étaient accusés d'avoir prêté leur nom et surtout leur titre dans le but de capter la confiance de la petite épargne.

La campagne prend fin en mai 1931, lorsque le ministère est remanié. Ce fut une campagne longue mais comprenant en fait un nombre assez limité d'articles. Les articles de Bertrand et De Swaef (63) étaient bien faits, précis, abondant en chiffres et bilans; Degrelle n'aura rien à y ajouter.

Très rapidement, les communistes emboîtent le pas aux socialistes en dénonçant, à leur tour, les dangers du cumul. C'est l'interpellation du député Jacquemotte à la Chambre, en février 1930, "sur les relations directes et indirectes, avouées ou occultes existant entre les membres du gouvernement belge et les sociétés belges et étrangères, établissements industriels ou commerciaux" (64). Ce sont les articles du *Drapeau Rouge* sur ce même thème, qui ne s'accompagnent cependant d'aucune dénonciation précise de cas de collusions.

LES CAMPAGNES CONTRE LE MUR D'ARGENT

Avec les années 1932-33, on assiste à un recul du thème chez les socialistes et les communistes. En revanche, les catholiques abordent le problème mais d'une façon beaucoup plus générale en s'attachant davantage aux principes plutôt qu'à des faits précis : les cri-

(63) La C.I.L. fut l'objet des campagnes de De Swaef (*Le Peuple*, mars 1930) et Bertrand (*Le Peuple*, mars-avril 1930). Faisant suite aux demandes des lecteurs, Bertrand entreprenait alors de dénoncer deux autres affaires : Cie du Katanga (ministre Jaspar) et Trufobel (ministre libéral Petitjean — affaire liée au scandale français Stavisky).

(64) *Annales Parlementaires, Chambre*, session 1929-30, 11 février 1930, pp. 495-500.

tiques portent sur les institutions, le régime plutôt que sur les hommes politiques.

Entre 1932 et 1934, se déclenche en effet tout un mouvement d'opinion contre l'importance exagérée que "la Finance" tend à prendre dans l'exercice du pouvoir et dans les relations entre les citoyens, c.-à.-d. contre ce que l'on va appeler le mur d'argent, suivant une expression de J. Bergery.

Deux phases apparaissent dans ce mouvement :

— le 15 mai 1931 dans son encyclique "Quadragesimo Anno" le pape Pie XI dénonce : les abus du régime capitaliste, l'interférence entre l'économique et le politique, et préconise une réforme de l'ordre social.

Dès lors, les organisations catholiques mettent à l'ordre du jour de leurs congrès de 1932 et 1933 le problème de la réforme de l'Etat. Un syndicaliste, le R.P. Arendt (65), un démo-chrétien, Jean Bodart (66) et la jeunesse catholique (67) stigmatisent les tares du régime capitaliste, l'importance exagérée que prennent "l'Economique et le Financier sur la Politique", le danger des collusions entre la Politique et la Finance. Bodart établit de nouveaux chiffres : en Belgique, 95 parlementaires cumulent 411 mandats d'administrateurs ce qui constitue pour lui la collusion la plus visible entre la Finance et la Politique. Si Bodart n'envisage pas pour autant d'établir des incompatibilités, le R.P. Arendt réclame un système très sévère d'incompatibilités entre les fonctions de ministre et celles d'administrateur ou de commissaire d'une banque ou d'une société anonyme.

Il s'agissait toutefois encore de manifestations épisodiques et de protestations d'ordre très général.

— Paul Crokaert allait alors donner de l'ampleur au débat. Partant des cercles et des congrès, il le porte dans l'opinion en menant une campagne beaucoup plus systématique dans un des journaux bruxellois les plus lus (article hebdomadaire à la Tribune Libre du *Soir*). Ce

(65) *Xe congrès de la CSC 13-15 août 1932, Bruges, p. 7 et ss.*

(66) dans *La Vie Nouvelle*, 3.9.1933 et 24.9.1933 ... *XXe semaine sociale de Louvain*, 26.8.1933, pp. 102-143.

(67) Centrale politique de jeunesse catholique et son journal : *L'esprit nouveau*, novembre 32/33.

sénateur catholique, deux fois ministre (68), dénonce l'hérésie de l'hypercapitalisme, l'exploitation de la colonie, la carence du parlementarisme, fruit de l'instabilité gouvernementale, le verbalisme d'assemblées livrées aux passions incapables d'exercer un contrôle effectif sur une administration toute-puissante et cependant irresponsable, les concentrations bancaires, le drainage de l'épargne vers les sociétés anonymes, les ruine occasionnées par la spéculation boursière, les collusions politico-financières et le "Mur d'Argent".

Voir un des membres les plus influents et les plus combattifs de la Fédération des Cercles, conservatrice par excellence, prendre si nettement et si bruyamment position contre l'influence de la Finance sur la politique, allait remuer l'opinion et inquiéter le gouvernement (69). Pourtant Crokaert se limite à créer un climat, il ne cite aucun nom, ne révèle aucun scandale précis. Sa campagne se résume essentiellement à deux reproches : d'une part, en Belgique, le gouvernement n'a pas les mains libres car sa perpétuelle impécuniosité le met à la solde de ses banquiers; d'autre part, au Congo il ne recherche pas l'intérêt de la population mais bien celui de quelques grosses sociétés.

Dans un troisième temps, les socialistes, qui ont trouvé que la publicité faite à Crokaert créait un climat favorable, vont revenir au débat. Reprenant l'idée du "Mur d'Argent et des menottes d'or"(70), ils mènent leur action sur deux plans.

Dès novembre 1933, à la Chambre et au Sénat, il s'efforcent d'obtenir la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les faits dénoncés par Crokaert, c.-à-d. l'intrusion de la finance dans l'administration de l'Etat. Le 8 février marque la fin de cette campagne avec le rejet définitif de la proposition d'enquête.

(68) Sénateur de 1929 à 1946; ministre des colonies 1917-18 et 1931-32. *Le Soir*, Tribune Libre, chaque semaine depuis décembre 1932, discours de Dinant 4.11.1933 à la Fédér. des Cercles et Associations catholiques, *Annales Parlementaires, Sénat*, session 1933-34, 30.11.1933.

(69) Dans une lettre au Premier Ministre de Broqueville, Henri Jaspar demanda s'il n'était pas possible de faire taire Crokaert. A.G.R. Papiers de Broqueville, no. 126, 1 juin 1934.

(70) *Le Soir*, 16.11.1933. Crokaert avait dit, parlant du Mur d'Argent "Cette oligarchie s'est assurée l'impunité, n'a-t-elle pas passé des menottes d'or aux mains d'une innombrable clientèle parmi laquelle hélas se rangent même quelques personnages du monde politique".

Dans *Le Peuple* ils publient en première page une série de 25 articles sous le titre "Menottes d'or et Mur d'argent" destinés à apporter des preuves de collusions bien réelles et appuyer ainsi leur proposition de créer cette commission d'enquête. En fait cette campagne n'apporte quasiment pas d'éléments neufs (71), mais le tout inséré sous un titre commun donne une certaine envergure. De plus, c'est la première fois qu'une campagne était menée pendant un mois jour après jour. Enfin, on y relève un certain vocabulaire "de choc" tel l'emploi du mot "bankster" (72) qui fera partie de la terminologie employée par Degrelle. C'est aussi la première fois que Degrelle participe au débat (73). Dans *Vlan*, il signe un article dont nous ne donnons que l'essentiel "Le pays à la veille de la ruine ne sera pas sauvé par les politiciens. On vient d'enterrer en un tournemain le procès de la Haute finance ouvert avec fracas par Crokaert". Et plus loin "Nous hurlerons quand il le faudra la vérité".

INTERMEDE EDIFIANT — 1934

PREMIERE EXPLOITATION POLITIQUE DES SCANDALES :

A. JANSSENS

Si l'année 1934 ne voit pas naître de véritables campagnes contre les collusions, elle joue par contre un rôle essentiel dans les campagnes suivantes car c'est au cours de cette année qu'eurent lieu des événements qui donnèrent prise aux campagnes futures en confirmant le danger de la collusion entre la politique et la finance.

En 1934, en effet éclatent un peu partout de nombreux scandales à caractère politico-financier, à commencer par la France où l'année s'ouvre sur l'affaire Stavisky. La Belgique n'allait pas tarder à avoir ses scandales. En mars, c'est la déconfiture de la Banque Belge du Travail (B.B.T.), institution socialiste qui avait investi l'argent de petits épargnants dans des affaires industrielles. Cette déconfiture en-

(71) L'histoire de la C.I.L. est connue, les autres affaires ne seront plus reprises dans les campagnes ultérieures, les 2 petits cas d'abus au Congo avaient été dénoncés par *La Libre Belgique*.

(72) *Le Peuple*, 16.12.1933, p. 1.

(73) *Vlan*, 8.2.1934, p. 1.

traîne de vives réactions de la presse non socialiste (surtout *La Libre Belgique* et *La Nation belge*), d'autant plus vives que le gouvernement catholique-libéral décidait de lui venir en aide. L'année se termine par deux autres déconfitures : la faillite de la Société Minerva qui avait été aidée par l'Etat en 1932, et le krach bancaire de l'*Algemeene Bankvereniging*, banque du *Boerenbond*. Cette fois, c'est la presse de gauche qui commente l'événement. Cette insécurité économique, ces défaillances financières qui avaient révélé la faiblesse de la gestion de certaines institutions, telles la B.B.T. et le *Boerenbond*, les agissements de certains hommes politiques intéressés dans ces affaires, la politique de soutien de l'Etat, qui ne pouvant être générale, suscitait donc beaucoup d'envie, tout cela va créer un climat favorable de "scandalisme" dans lequel certains mouvements d'agitation politique et sociale vont s'épanouir. Degrelle n'est pas le premier à s'être aperçu des possibilités offertes à cet égard. Chronologiquement il est précédé par Armand F. Janssens, homme d'affaires malchanceux d'Anvers qui s'était lancé dans une série de spéculations et qui se vit refuser l'aide des crédits S.N.C.I.

La crise de 1930 le mit dans une situation financière désespérée. Il se jette alors dans l'agitation politique.

En octobre 1934, il lance *Rénovation*, organe hebdomadaire de combat économique dont le but était "de défendre les intérêts de tous contre quelques-uns, les responsables de la dévaluation de 1926 et de la crise d'aujourd'hui" (74). Pour Janssens, tous les gouvernements depuis la guerre ont endetté le pays. Les ministres ne sont que des domestiques de la haute finance. *Rénovation* part en guerre contre "les féodaux, contre les magnats de l'industrie lourde, les grosses banques et leur chef de file Francqui". Janssens, le premier, exploite l'intervention de l'Etat dans l'affaire Minerva et la présente comme un scandale (75). Son agitation ayant trouvé de larges échos, il crée alors un parti qu'il appelle "Réalisme". Le 23 février 1935, *Rénovation* devient ainsi l'organe du parti réaliste qui se présente à l'élection partielle du 15 avril 1935 et y recueille 45.000 voix, succès qui

(74) *Rénovation*, 27.10.1934, p. 1 — version néerlandaise "De Realist". Avec ces 2 hebdomadaires, Janssens prétendait atteindre 150.000 lecteurs (*Rénovation*, 11.1.1936).

(75) *Rénovation*, 17.11.1934.

ne manque pas d'éblouir Janssens, faisant naître chez lui des illusions que l'élection suivante devait anéantir.

Dans la suite, Janssens se contente d'évoquer des affaires dénoncées par d'autres (76) mais en mettant l'accent sur le côté scandale, sur le rôle des hommes politiques, expérimentant toutefois des procédés nouveaux : titres ronflants barrant toute la première page (77), attaque directe contre l'homme politique impliqué. Degrelle en fera un usage systématique. Mais Janssens n'avait ni l'éloquence, ni la psychologie ni surtout les moyens d'un Degrelle. Ses articles étaient fort mal conçus, mal écrits, peu précis, bourrés d'erreurs. Il se bornait en fait à exploiter de prétendus scandales et à se lancer dans des promesses séduisantes (par exemple le doublement des salaires).

Toutefois on se trouve devant la première tentative d'exploiter politiquement le dégoût passager de l'opinion pour les compromissions de la politique et de la finance, et, c'est là un phénomène intéressant.

Ce fut un enseignement pour le rexisme qui mettra cette expérience à profit pour remporter une victoire incontestable. Le bref succès de Janssens allait d'ailleurs être complètement éclipsé par la campagne de Degrelle et la montée du rexisme. On allait oublier jusqu'au nom de Janssens (78).

Durant cette année 1934, Degrelle fait régulièrement écho aux scandales dans son périodique *Vlan* mais on n'y décèle pas encore la volonté de les exploiter politiquement, même si déjà le ton de certains articles annonce la campagne de l'hiver 1935-36. (B.B.T., Stavisky).

(76) Il fait écho à la campagne de *La Libre Belgique* de 1935 (cf plus loin), puis aux cas dénoncés par Degrelle. Toutefois il est le premier à présenter le scandale Barlat (Banque Nationale - février 1935), deux ans avant les autres.

(77) "G. Philips, bourgmestre de Gossoncourt, propriétaire du *XXe Siècle*, détrousseur de l'épargne, auteur de faux bilans, premier fossoyeur du *Boerenbond*, de l'*Algemeene*, du Crédit général de Belgique, de la Caisse des Propriétaires, de la Cie Agricole hypothécaire Argentine, du Crédit Général Industriel, flétri par la Cour d'Appel et par la Cour de Cassation et nonobstant tout cela, sénateur catholique.

(78) De tous les ouvrages que nous avons consultés pour notre travail, seul F. Baudhuin mentionne le nom de Janssens.

LA GRANDE OFFENSIVE CONTRE LA POLITICO-FINANCE

La tension monte, le climat de "scandalisme" atteint un nouveau niveau et le 3 janvier 1935, *La Libre Belgique* déclenche une violente campagne "Finance et Politique".

"Les rapports de plus en plus étroits de la Finance et de la Politique ayant créé et développé de jour en jour en Belgique des mœurs funestes de facilité et de relâchement", le journal considère de son devoir en tant qu'organe de presse de "s'efforcer d'assainir la situation et projette donc de poursuivre, de mettre en lumière et de redresser ces pratiques tortueuses en usage dans le monde de la politico-finance". Elle va dénoncer, tour à tour les procédés scandaleux qui ont donné naissance à la Deposito-Bank — issue de la *Bank Unie* en application des arrêtés-lois sur la scission des banques d'août 1934 — où étaient impliqués les Van Cauwelaert père et fils et le sénateur catholique G. Philips, les affaires du député libéral M.H. Jaspar à COCEC, COMIBEL et CONSTRUCTA, M. H. Jaspar que la *Libre Belgique* qualifie de "presse citron modèle des sociétés hypothécaires" (79), puis enfin le rôle de Philips dans la réorganisation de l'*Algemeene Bankvereeniging*, après la faillite de celle-ci. En décembre 1934, elle avait déjà dénoncé le scandale Minerva.

A trois reprises, dans les affaires Minerva, Deposito, Algemeene, elle met en évidence le danger de l'intervention de l'Etat; avec les affaires Jaspar, elle montre le danger de l'exploitation de la petite épargne avec le concours d'hommes politiques connus.

Ce sont les articles les plus rigoureux, les mieux conçus que nous ayons trouvés. Degrelle y trouvera une matière de premier choix. C'est d'ailleurs la seule campagne dont il reconnaît avoir eu connaissance et dont il avoue avoir repris des éléments. En fait, il reprend entièrement les affaires Jaspar, en y apportant encore des preuves supplémentaires.

La campagne de *La Libre Belgique* va susciter une réaction immédiate du *Peuple* qui l'accuse de laisser certains cas de côté, celui de Hiernaux, ministre libéral, complice de Philips au Crédit général in-

(79) Marcel-Henri Jaspar, alors avocat, fut lavé de tous soupçons par le Conseil de l'ordre en octobre 1936. Par la suite, en correctionnelle, sur plainte de Jaspar, Degrelle fut condamné pour calomnies à 4 mois de prison avec sursis en juillet 1937.

dustriel et surtout celui de Paul Segers, qui, président de la Banque Mutuelle de crédit et d'épargne, en difficulté, sollicitait de l'aide auprès de la C.G.E.R. dont il était membre du conseil d'administration. N'y a-t-il pas incompatibilité entre le rôle de donneur et de solliciteur, interroge *Le Peuple* ?

Avec ces deux campagnes ainsi que la première campagne du *Peuple* et les campagnes de 1934 concernant le B.B.T. et le *Boerenbond*, tous les grands scandales politico-financiers belges de l'entre-deux-guerres ont été évoqués. En 1937, il y aura encore le scandale Barmat (80) qui présentera l'originalité d'être dénoncé par toute la presse à la fois. Degrelle a ainsi à sa disposition la matière première, il ne lui reste qu'à l'exploiter. Disons encore qu'au lendemain de la campagne de *La Libre Belgique*, toute la presse entreprenait de dénoncer l'influence grandissante de la finance sur la politique. Du côté catholique, *Le Rappel*, *La Métropole*, *Le Bien Public*; du côté libéral, *La Gazette de Charleroi*, *La Dernière Heure*, *L'Express*. Mais ce sont les socialistes qui vont terminer cette grande offensive avec l'interpellation de Wauters au Sénat en mars 1935 (81).

L'EXPLOITATION DU THEME PAR DEGRELLE (1935-36)

Sans nous attarder sur la personnalité de Degrelle qui a fait l'objet de nombreuses études, disons cependant qu'il a milité dans les rangs de l'Action Catholique après 1926, et qu'en 1930, il obtient une place appointée aux Editions Rex.

En juillet 1933, il réunit les fonds nécessaires et devient propriétaire de *Rex*, journal littéraire qu'il avait fondé en septembre 1932 (82). Immédiatement il va lui donner une orientation nouvelle plus politique : il y dénonce déjà de petits scandales financiers; ainsi, en novembre 1933, il demandait la mise en accusation de Francqui "le vizir tout puissant de la Finance et de la Politique" (83) mais c'est un cas isolé.

(80) Banque Nationale.

(81) *Annales Parlementaires, Sénat*, session 1934-35 - 12.3.1935, pp. 248-251.

(82) Il avait également fondé *Vlan* en février 33, absorbé par *Rex* en mars 1934.

(83) *Vlan*, 25.11.1933 et 18.1.1934.

En même temps Rex s'organise politiquement : Front populaire de Rex et cadres actifs de propagande. Puis c'est le 2 novembre 1935, date de la naissance de Rex sur le plan politique. En s'en prenant violemment au cours du congrès de la Fédération des cercles, à son président, Segers, Degrelle consacrait sa rupture avec le parti catholique.

L'épiscopat belge allait condamner le rexisme dès le 20 novembre. Le 22 novembre "Rex" ouvre alors la campagne contre les collusions politico-financières. Sous le titre "Chasse à mort aux pourris" Degrelle annonce qu'une première "charrette de pourris" est prête. (*Rex*, 22.11.1935, p. 1 et 3). Il poursuivra cette campagne tout au long de l'hiver 1935-36.

Chaque semaine apporte un nouveau scandale. Degrelle avait saisi tout l'intérêt politique que pouvait présenter une telle campagne placée sous le signe d'un vrai nettoyage de la vie politique. Il n'est pas exclu de penser que c'est Janssens qui, par sa victoire à l'élection partielle de Bruxelles en avril 1935, a donné à Degrelle l'idée de se lancer à son tour dans la politique en exploitant avec profit les scandales. C'est en effet après avril 1935 qu'on voit *Rex* se transformer et prendre un tour plus politique.

En mai 1936, aux élections, le rexisme remporte une victoire surprenante (21 sièges à la Chambre). La campagne ne s'arrête pas pour autant. En juillet, au sénat, de Grunne interpelle le gouvernement sur les collusions et retrace les principaux scandales, la plupart du temps dans les termes mêmes de *Rex* (84).

Dans la suite, *Le Pays Réel* (1er no. 3 mai 1936) allait relayer *Rex* dans la dénonciation des scandales.

En octobre 1936, c'est Jaspas, puis en 1937, c'est l'affaire Banque Nationale-Van Zeeland mais cette fois, ce scandale présentait l'originalité de n'être plus dénoncé par les seuls rexistes (85).

Toutefois ces questions ne sont pratiquement pas évoquées au cours de l'élection partielle de 1937 où Degrelle se présente contre Van Zeeland. Après l'élection l'affaire rebondit pour s'étendre ensuite devant l'absence d'intérêt de l'opinion. L'atmosphère de "scandalisme" qui avait été bien entretenue depuis 1930 et si bien mise à profit par Degrelle s'estompait, des problèmes extérieurs autrement

(84) *La Libre Belgique* surtout apportait des documents intéressants.

(85) *Annales Parlementaires, Sénat*, session extraordinaire 1936 - 9.7.1936, pp. 153-156.

angoissant venant accaparer l'attention de l'opinion. De toute façon l'effet de surprise est passé. Et les élections de 1939 marquent un recul très net pour l'aventure rexiste. Le corps électoral a retrouvé son équilibre. Le rexisme était dès lors à l'article de la mort.

LA CAMPAGNE CONTRE LES POURRIS

La campagne de Degrelle s'ouvre sur deux cas mineurs. Celui du député Delacoelette et celui du sénateur Loumaye (86). Sa première grande exécution sera celle de Paul Segers (87), auquel Degrelle reproche le rôle qu'il joua comme président de la Mutuelle dans l'affaire de la Banque pour l'arrondissement d'Anvers. Pour les faits, il n'apporte rien de plus que le *Peuple* mais il possède des preuves nouvelles.

Puis la campagne s'organise. Tour à tour Degrelle va régler son compte au parti catholique, au socialisme, aux libéraux. Il faut que tout le monde politique belge soit compromis, systématiquement. Il ne restera dès lors qu'une solution à ceux dont on aura ouvert les yeux : "Voter Rex".

POUR LE PARTI CATHOLIQUE

Après avoir frappé à la tête en s'attaquant au vénérable président de la Fédération des cercles (P. Segers), c'est à la mégalomanie des dirigeants du *Boerenbond* (88) que Degrelle s'en prend. Il les accuse d'avoir investi l'argent des petits paysans dans des affaires "absolument étrangères à l'agriculture, d'avoir continué à distribuer dividendes et tantièmes aux administrateurs alors que la situation déficitaire était connue de ses dirigeants". Mais surtout c'est le fait que

(86) *Rex*, 8.11.1935 et 10.1.1936.

(87) *Rex*, 17.1.1936 : L. Degrelle, accuse le ministre Segers d'être un cumulard, un bankster, un pillard d'épargne et un lâche.

(88) *Rex*, 21.2.1936, 28.2.1936, 12.6.1936, Action rexiste no. 2.

le gouvernement allait l'aider alors que deux ministres (de Broqueville et Theunis) connaissaient la situation de l'*Algemeene Bank* et ses faux bilans. Fait d'autant plus grave que les deux ministres en question avaient sciemment caché la situation au ministre de la Justice, Bovesse, afin qu'il ne puisse intenter des poursuites. Puis c'est au tour de Frans Van Cauwelaert, ministre d'Etat et des affaires qu'il a patronnées (dont la *Bank-Unie*). "Huit métamorphoses de banques en dix ans, des millions versés par des Sociétés de gaz et d'électricité qu'on contrôle soi-même en tant que bourgmestre, des millions des grandes banques, des millions raflés à la C.G.E.R., à l'A.N.I.C. créée pour aider la petite industrie... Vous avez pillé l'Etat, l'A.N.I.C., l'argent sacré de la C.G.E.R., vous avez odieusement joué au pilier de l'Eglise et au prophète, séduisant les gens pieux et déchaînant parallèlement votre aventure bancaire. Et vous voudriez encore, hypocrite, garder ce masque bondieusart et confit ! Van Cauwelaert, voici venir pour vous l'heure du juge". (89)

Mais l'exposé des faits est beaucoup moins précis que celui de la *Libre Belgique* (Van Cauwelaert avait d'ailleurs démissionné après les premiers articles de la *Libre Belgique*, 12.1.1935). Degrelle ne reprend pas les lettres publiées par la *Libre Belgique*. En revanche, des éléments lui ont été fournis par le carnet de notes de Sap (90). Les "pourris catholiques" c'est aussi Aloïs Van de Vijvere que *Rex* attaque violemment : "Il n'est pas possible de remuer le fumier de la politico-finance sans retrouver parmi les détritrus la tête écarlate du Vicomte Aloïs Van de Vijvere, l'homme le plus dangereux du régime, vrai dictateur des pourris" (91). Van de Vijvere c'est l'affaire de la C.I.L., son rôle au *Boerenbond*, à la S.N.C.I. et dans la dévaluation de 1935 et enfin Gaston Philips (91) "condamné par tous les tribunaux et malgré cela sénateur catholique" (92). Degrelle le qualifie de manière vraiment ordurière "extrêmement vivant, gnôme au poil dur, aux lèvres cousues, bankster, pourri, voleur."

(89) *Rex* 6.3.1936.

(90) Gustave Sap : député 1927-1940, plusieurs fois ministre en 1932 et 1934.

(91) *Rex*, 13.3.1936.

(92) *Rex*, 27.3.1936. DEGRELLE, *Philips, sénateur catholique, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire de Gand, banquier louche et faussaire, Kessel-Loo, 1935.*

POUR LE SOCIALISME

Avec la faillite de la B.B.T. qui fut aidée par l'Etat, il s'agit pour Degrelle "après avoir ouvert les yeux à des centaines de milliers de catholiques sur les compromissions d'une douzaine de leurs politiciens, d'ouvrir les yeux des travailleurs sur les déviations du socialisme et de les en éloigner" (93).

La démarche est dès lors quelque peu différente. Plus encore que d'attaquer les politiciens qui siégeaient à la B.B.T. il va montrer, comme le feront l'*Action socialiste révolutionnaire* et la *Tribune socialiste* (94), la trahison du POB au service de l'hypercapitalisme, au service de la haute finance, trahison née du fait que ses chefs se sont livrés aux pires moeurs de banksters, aux pires trucs bancaires. Quant aux faits, il les reprenait à la *Libre*, à la *Nation belge* et à tous les journaux catholiques qui, en 1934, avaient dénoncé le scandale de la B.B.T.

Enfin, Degrelle allait stigmatiser en une fois tous les scandales libéraux répliquant ainsi au parti libéral qui proclamait partout que lui seul n'était pas atteint par les scandales.

"Les moeurs de cumulards de leurs pachas, Lippens en tête, les désastres dans lesquels l'épargne liégeoise a été plongée par le sénateur libéral Loumaye, la montée de leur député wallon Marquet par les égouts des tripots, tout cela sent mauvais. Et pourtant l'odeur la plus forte vient des coulisses où ces mois-ci se calfeutrent par peur de nos coups les deux aventuriers les plus nauséabonds du parti libéral, l'ex-ministre Petitjean et le sénateur Franck" (95).

En 1937, lorsque éclatera le scandale Barmat (96), Degrelle s'efforcera surtout de montrer que tous les partis y étaient compromis (97). Avec l'affaire Minerva, autre scandale libéral, dans lequel était com-

(93) *Rex* 31.1.1936, 22.5.1936; *Action Rexiste*, no. 5.

(94) Cfr. dernier paragraphe.

(95) *Rex*, 7.2.1935, 22.5.1936, 10.4.1936 et *Pays Réel*, 9.5.1936.

(96) Lorsqu'en 1937 éclate le scandale Barmat auquel Franck et Petitjean étaient mêlés, *Rex* n'allait pas avoir grand-chose à ajouter aux informations fournies par la LB qui cherchait avec insistante les responsables de l'admission et de la tolérance de la présence prolongée en Belgique de cet escroc international connu comme tel.

(97) L. DEGRELLE, *Frank, Barmat, Van Zeeland*, Bruxelles, 1937. *Pays Réel*, 30.7.1937, *Libre Belgique*, 9.10.1937.

promis le député Marquet, *Rex* revenait à la critique de l'A.N.I.C. et du système des avances de l'Etat (98), tout comme la publication de la liste des obligations souscrites par la C.G.E.R. (99).

La campagne contre les collusions se terminait par un dernier scandale libéral, celui des affaires de M. H. Jaspar, déjà bien étudiées par la *Libre Belgique* en 1935 mais Degrelle apportait de nouvelles preuves intéressantes (100).

*
* * *

Avec Degrelle nous nous trouvons pour la première fois devant une campagne qui systématiquement reprend tous les cas de collusion concernant la Belgique de l'entre-deux-guerres. Le retentissement de cette campagne provient de ce que dans une période de temps fort limitée (novembre 1935-mai 1936; Jaspar et Barinat viennent plus tard), Degrelle reprend toutes les accusations portées sur plusieurs années, ce qui lui permet de présenter un nouveau pourri chaque semaine bien qu'il n'y ait évidemment pas un nouveau scandale chaque semaine. L'ampleur de cette campagne, la forme nouvelle que Degrelle lui donne grâce à son talent de démagogue et de propagandiste, les documents qu'il fournit, contribuent à son succès.

Mais ce qui différencie essentiellement la campagne de Degrelle des précédentes, c'est le but poursuivi :

— héritier d'un climat entretenu par les campagnes précédentes qui avaient eu le mérite d'éveiller l'attention de l'opinion rendue très réceptive après la crise des années 1930;

(98) PR 10.5.1936, 23.5.1936, *Rex*, 8.5.1936.

(99) *Rex* 15 mai 1936, article repris par la *Libre Belgique*, 20.5.1936 : "Les placements statutaires ont servi d'occasion à une entreprise de sauvetage pour sociétés malades. Où l'on voit un ministre libéral se servir copieusement au ratelier national."

(100) L. DEGRELLE, *J'accuse M.H. Jaspar, menteur pillard et faussaire*, Bruxelles, 1936. *Pays Réel*, octobre 1936 (11, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 28 et 21.12.1936). La *Libre Belgique* y revenait alors (19.10.1936) publiant les nouvelles preuves (faux bilans, Constructa, commissions touchées...). Elle les trouvait "intéressantes" mais en laissait la responsabilité à Degrelle.

— ayant devant les yeux l'exemple de Janssens et du succès qu'il avait remporté en avril 1935, Degrelle exploite le thème des collusions à fond, dans un but tout politique, portant le climat de "scandalisme" à un niveau jamais atteint en Belgique et la plongeant dans le fascisme. L'exploitation politique exigeait un ensemble d'artifices dont les campagnes précédentes n'avaient pas jugé utile de s'entourer. D'une part, Degrelle crée autour de la campagne de presse une action purement politique de meetings et de propagande. D'autre part pour la campagne de presse elle-même, il recourt à des procédés journalistiques nouveaux, consacrant tout son effort à la présentation, car pour ce qui est du fond des dénonciations, s'il apporte bien sûr des documents nouveaux, il trouve ample matière dans les campagnes antérieures. Analysons alors assez brièvement ces éléments.

Degrelle a compris que pour qu'une propagande soit efficace, il faut qu'elle soit obsédante jusqu'à l'hystérie; il a perçu les principes qui doivent guider tout candidat dictateur : s'adresser aux foules, faire appel aux sentiments populaires, développer une propagande toute subjective.

C'est pourquoi Degrelle présente sa campagne sous le signe d'une épuration des partis, de la vie politique et d'un grand nettoyage à effectuer, créant à cet effet un ensemble de mots d'ordre simple qui allaient devenir des leitmotifs de la campagne contre les pourris. Le symbole du balai concrétise le but de cette campagne, pourvue dès lors de slogans tels "Au bout des balais de Rex" (101), "le balai peut encore servir" (102), "En avant pour le grand nettoyage" (103). Si on y ajoute le prétentieux "Rex vaincra" de Victor Matthys, "le catholique réveillez-vous", imitation transparente d' "Allemagne éveille-toi", on a cerné le cadre créé par Degrelle pour entourer sa campagne contre les collusions politico-financières. D'autre part aussi pour assurer le succès de cette campagne, il s'attache un caricaturiste de grand talent Jam (Paul Jamin), qui allait illustrer tous les cas de collusion dénoncés par Degrelle ainsi que les slogans. Mais ces caricatures sont postérieures à la grande offensive de l'hiver 1935-36. En effet, elles apparaissent pour la 1ère fois dans le *Pays Réel* en mai 1936. Jour après jour, elles vont ridiculiser les personnalités stigmatisées par Degrelle.

(101) *Rex*, 7.2.1936.

(102) *Rex*, 25.9.1936.

(103) *Rex*, 27.8.1937.

Ces caricatures sont drôles et cruelles. Comme le dit Degrelle lui-même "Jam a fait plus pour la victoire de Rex que 10.000 articles de nos journaux. Nos plus coriaces ennemis doivent se détendre en recevant ses coups de crayon".

D'autre part, Degrelle dénonce les scandales dans un style neuf. Si Janssens avait déjà utilisé la polémique systématiquement, tombant souvent bien bas, il n'avait pas la contrepartie d'un style journalistique vif et coloré qu'il faut bien reconnaître à Degrelle. Toutefois, Degrelle non plus n'hésitera pas à s'abaisser jusqu'à l'injure et au mot ordurier. Il combat l'adversaire, il le ridiculise et le couvre de boue. Dans le milieu rexiste, tous les moyens sont bons.

En 1933, lorsqu'il avait porté ses accusations contre Francqui, il avait prétendu alors "engager le débat et le poursuivre dans une atmosphère calme et digne". "Nous n'allons injurier personne, n'exercer aucune pression, ne nous servir d'aucun sous-entendu. Le sujet est grave, il met en cause la réputation et l'honneur d'hommes d'affaires et d'hommes d'Etat. Nous ne voulons ni grossir les faits ni travestir les attitudes" (104). Mais nous avons dit que cette dénonciation avait été isolée et lorsque Degrelle revient au thème des scandales pour sa grande offensive, à Courtrai, le 2 novembre 1935, il se lance dans une véritable diatribe contre les leaders du parti catholique, abandonnant toute mesure et s'en explique : "Beaucoup nous ont dit : 'il fallait dire cela doucement.' Au contraire, nous l'avons dit vertement. D'abord notre indignation devant ces scandales nous fait bondir. Ensuite nous estimons que si on ne frappe pas un bon coup, jamais on ne se décidera aux exécutions indispensables. La *Libre Belgique* n'en a-t-elle pas fait l'expérience quand elle a dénoncé comme nous certaines collusions politico-financières au sein du parti ? Cela ne l'a conduit nulle part parce que la vigueur manquait dans l'offensive" (105).

Cette attitude lui vaudra de multiples procès que ses victimes, Segers, Van Cauwelaert, Philips, Bodart, De Burlet, Jaspas et Franck vont tenter contre lui, alors qu'ils n'avaient pas réagi aux précédentes campagnes (106) (107).

Degrelle crée ou exploite un vocabulaire particulier, facile, simple.

(104) *Vlan*, 25.11.1933.

(105) *Rex*, 1.11.1935/2.

(106) Procès le plus favorable à Degrelle : Segers; le plus défavorable : Jaspas.

(107) Van Cauwelaert avait démissionné au lendemain de la campagne de la *Libre Belgique* (janvier 1935).

Ses termes de scandales financiers, pourri, bankster ont une signification assez large. L'appellation de pourri ou bankster est destinée à un homme politique compromis dans une affaire financière. On avait déjà trouvé le mot "bankster" dans la campagne socialiste contre le mur d'argent en 1933-34 mais la presse rexiste va en faire un usage plus systématique : il apparaît en août 1934 dans l'article "voilà renipés les banksters" et prend évidemment toute son extension au cours de l'hiver 1935-36 où il est employé jusqu'à plusieurs fois dans un même article. Quant au mot "pourri", nous l'avons trouvé pour la première fois le 5 juillet 1935, lorsque Degrelle stigmatise "le scandale de la commission d'enquête sur la dévaluation" et tout comme le terme "bankster", il prend des allures de leitmotif lorsque Rex ouvre le 22 novembre 1935 sa campagne sous le titre de "chasse à mort aux pourris."

Enfin Degrelle s'efforce "d'accrocher" par la présentation recourant à tous les procédés journalistiques de la presse à sensation, et déjà exploité mais beaucoup moins habilement par Janssens dans *Réno- vation*. Ainsi l'emploi de titres sensationnels qui dans *Rex* couvrent à eux seuls les 4/5 de la première page. *Le Pays Réel* allait exploiter à fond le procédé. On décèle ce même souci du sensationnel dans les titres des pamphlets. Les exemples abondent (108).

De même, l'abandon de la relation des faits à la troisième personne : Degrelle s'en prend directement à l'homme politique en cause, en l'interpellant parfois violemment et en titrant davantage sur les hommes que sur les institutions. Les fautes individuelles établies, il les rejette ensuite sur les partis pour les discréditer au profit de Rex, puis sur les institutions, enfin sur le régime, adoptant ainsi la démarche inverse d'un Crokaert. Ne se contentant plus des alléga-

(108) "Van de Vijvere pirate" (*Rex*, 13.3.1936); "Le brigandage des politiciens socialistes : les 300 millions de la BBT" (*Rex*, 31.1.1936); "La prison pour Philips, sénateur catholique, faussaire et voleur" (*Rex*, 27.3.1936); "Le scandale Minerva et les menées criminelles de la Société Générale" (*Rex*, 27.3.1936); "Le bankster Philips est en fuite" (*Pays Réel*, 6.5.1936); "La débâcle des pourris s'accroît" (8.5.1936); "Le régime se défend : la coalition des pourris" (10.5.1936); "Van Zeeland au secours des banksters" (14.5.1936) et les pamphlets : "J'accuse Segers d'être un cumulard, un bankster, un pillard d'épargne et un lâche"; "J'accuse Jaspas menteur pillard et faussaire", G. Philips, sénateur catholique, commandeur de l'ordre de St.-Grégoire le "grand banquier louche et faussaire démasqué".

tions vagues il cite au contraire tous les noms nécessaires. Les socialistes, la *Libre Belgique* avaient dans certains cas hésité à étaler ainsi les grands noms politiques belges mêlés aux scandales. Janssens, quant à lui, avait déjà abandonné cette dernière forme de scrupules, son but étant de prendre la relève des hommes politiques en place. Degrelle, pour sa part, trouve sa justification dans le fait que "si nous avons attaqué sans citer de nom, on eut dit partout : paroles en l'air" (109).

Ce dernier élément nous entraîne déjà à l'analyse de contenu de la campagne rexiste. Immédiatement, il apparaît que pour le fond, elle est largement tributaire des campagnes précédentes. En effet, pour l'essentiel, Degrelle reprend des cas déjà dénoncés avant lui : ce sont les affaires Jaspar, Segers, Barmat, Van Cauwelaert, Boerenbond, B.B.T., Minerva, Petitjean. Cependant, il apporte quelques cas nouveaux : trois petites affaires, Loumaye, de Burlet, Bodart et il dévoile plus à fond les personnalités de Van de Vijvere pour le rôle qu'il a joué à la S.N.C.I., de Philips pour son rôle au Crédit Général de Belgique, et de Van Cauwelaert. D'autre part, il apporte aussi la liste complète des investissements de la C.G.E.R. et des crédits accordés par l'A.N.I.C. et la S.N.C.I., 2 documents qu'il tient en réserve jusqu'à l'interpellation de de Grunne au sénat (9.7.1936) et qu'il annonce bruyamment les jours précédents dans le *Pays Réel*.

Dans une première appréciation, nous pouvons dès lors dire que l'apport de nouveaux cas est relativement faible, mises à part les listes de crédit. Ce sont des cas vraiment mineurs. D'ailleurs si Degrelle s'en est pris à de Burlet et Bodart c'est uniquement parce qu'ils "avaient eu l'audace" de l'attaquer dans "leurs petits journaux".

L'apport essentiel et unique de Degrelle va alors se situer dans le fait qu'il ne se contente plus d'exposer les affaires mais s'arrange pour fournir comme preuve des documents dont aucun n'a d'ailleurs jamais été contesté.

Notons encore une fois que la *Libre Belgique* avait déjà lors de son étude de l'affaire de la Deposito-Bank présenté des documents, en l'occurrence la correspondance échangée entre les intéressés mais c'était un cas isolé. De plus, un scrupule de dernière minute l'avait fait omettre les noms des protagonistes dans un premier

(109) *Rex*, 8.11.1935, p. 1 et 2.

article. Degrelle va essayer de fournir systématiquement des documents-preuves. Encore faut-il les posséder. Et dans les affaires C.I.L., B.B.T., Minerva, Petitjean et Philips, il s'en tient encore à la méthode d'exposition pure et simple des faits.

Par contre les exposés de l'affaire Van Cauwelaert, Van de Vijvere, Barmat, Boerenbond, Segers, sont étayés par des preuves. Ce sont d'une part les documents propres à chaque affaire (111), mais surtout le carnet de notes de Sap prétendument égaré par ce dernier. On peut penser aussi qu'il a été donné par Sap à Degrelle ou encore Degrelle s'en est emparé. La teneur des faits qu'il révèle — notamment ce qui concerne le *Boerenbond* dont Sap était administrateur — n'a jamais été mise en doute.

Où Degrelle se procurait-il ces documents ? Lui-même n'en a rien révélé "Le jour où je révélerai comment je me suis procuré les documents terribles que l'on sait sur le Boerenbond, on rira bien. Personne ne se doute de l'identité de mon informateur. C'est une des plus savoureuses histoires de Rex (112)." Pour Di Muro, qui a étudié le mouvement rexiste (113), une foule de gens aigris, médiocres, mesquins, aidèrent Degrelle en fouinant dans des correspondances privées, en chapardant des dossiers, en dénigrant leur patron ou leur supérieur hiérarchique.

Quant aux communistes (114), ils sont d'avis que Degrelle aurait eu en sa possession certains documents de la commission d'enquête sur la dévaluation (1935) et du Parquet, documents qui lui auraient été fournis par un membre de cette commission. Peut-être la lumière sera-t-elle faite un jour ?

(111) Rapport établi par l'expert Piérard montrant la situation critique de la Banque de Segers; lettres échangées entre Barmat et la Banque Nationale, lettre d'un administrateur, Lebrun, qui avait relevé des faux bilans de l'*Algemeene* dans l'affaire du *Boerenbond*.

(112) *Rex*, 28.2.1936.

(113) DI MURO, Y., *Le mouvement Rexiste 1935-40*, Bruxelles, U.L.B., mémoire, 1966, p. 167.

(114) *Drapeau Rouge*, 28.1.1936.

Ayant analysé avec la brièveté imposée par les limites d'un article l'apport de Degrelle au thème des collusions; voyons alors en guise de conclusion ce que les campagnes précédentes lui ont ou auraient pu lui apporter si ce n'est l'idée même d'exploiter ce thème et la création d'un climat favorable.

Et en premier lieu signalons la position de Degrelle lui-même qui ne se considère pas redevable de quoi que ce soit envers qui que ce soit : "Nous ne devons rien à Sap ni à personne" (115). Cette affirmation demande à être nuancée !

Plusieurs auteurs, d'Ydewalle, Etienne, Di Muro (116) établissent formellement que Sap a aidé à maintes reprises Degrelle dans le but de renverser le cabinet Van Zeeland, auquel il vouait une inimitié tenace. C'est ainsi que Degrelle a pu entrer en possession du carnet de notes de Sap et qu'il a vraisemblablement reçu des informations verbales de ce dernier, Sap lui-même n'ayant pas mené de campagne contre les collusions.

Et pour ce qui est de ses autres sources d'informations ? Les articles du *Peuple* sur la C.I.L. ont pu documenter largement Degrelle qui n'apportera pas d'éléments neufs à ce sujet.

D'autre part, il avait aussi à sa disposition toutes les campagnes menées en 1934 sur la BBT, le *Boerenbond*, Minerva et Stavisky. Si pour l'affaire du *Boerenbond*, il apporte des documents empruntés à Sap, pour le reste, il s'en tient également aux éléments qu'avaient fournis ces campagnes.

Pour ce qui est de la campagne de la *Libre Belgique* de 1935, à notre sens la meilleure, Degrelle reconnaît en avoir eu connaissance et s'y être référé. S'il admet qu'elle fut bien menée, il trouve néanmoins qu'elle "manquait de vigueur dans l'offensive". Il y puisera ouvertement l'essentiel des affaires Jaspar. Il a pu y trouver aussi des renseignements sur les affaires Van Cauwelaert, BBT et Minerva.

En revanche, Degrelle ne fait aucune mention de la campagne de *Rénovation*. Il est cependant certain qu'elle fut pour beaucoup dans le succès rexiste. C'est la victoire de Janssens à l'élection partielle de Bruxelles en avril 1935 qui a probablement donné l'idée à Degrelle

(115) *Rex*, 28.2.1936, p. 32.

(116) Ch. d'YDEWALLE, *Degrelle ou la triple imposture*, Bruxelles, 1968, p. 62; J.M. ETIENNE, *Le mouvement rexiste*, Paris, 1968, p. 46; G. DI MURO, *Le mouvement rexiste 1935-40*, Bruxelles, U.L.B., 1966, p. 131.

de se lancer à son tour dans la politique en exploitant le terrain bien préparé des collusions. Après avril 1935, on voit Rex se transformer en un tour plus politique, faisant une plus large part aux scandales. En juillet 1935, Streeel annonce la constitution du front populaire de Rex et termine par "Rex vaincra".

D'autre part, la campagne de Janssens donnait un piètre exemple mais un modèle quant à la forme à adopter pour dénoncer ces scandales : démagogie, titres ostentatoires, accrocheurs, attaques personnelles. Quant au fond, il n'y avait pas grande matière à exploiter, nous avons expliqué combien superficielle et pauvre était la campagne de *Rénovation*. En fait, c'est surtout par rapport à Crokaert, que la plupart des analyses du rexisme situeront Degrelle. Ainsi Etienne (117), Narvaez (118), Meulenyzer (119), Vausard (120) rapprochent Crokaert et Degrelle. Qu'en est-il ? Il est certain que Degrelle a profité du climat que Crokaert était un des premiers à avoir créé. D'autre part la campagne de Crokaert lui fournissait un cadre général de crise du régime, un contexte dans lequel pouvait s'inscrire une campagne contre les pourris.

On retrouve d'ailleurs chez Degrelle des tirades sur l'hypercapitalisme, les concentrations bancaires inspirées à coup sûr de celles de Crokaert (121). Mais ce n'est pas chez lui que Degrelle a pu trouver des cas précis de collusion. Toutefois il est très possible que Crokaert en connaissait davantage que ce qu'il écrivait et qu'il aurait alors transmis ses renseignements oralement à Degrelle. C'est ce que semblaient indiquer les auteurs précités. Pour le reste, les deux campagnes sont aussi différentes que possible : Crokaert s'en prend au régime politique et à ses imperfections, tend à régénérer le

(117) J.M. ETIENNE, *op.cit.*, p. 46 : "Crokaert avec qui il entretenait d'excellentes relations lui apportait des informations de bonne source".

(118) L. NARVAEZ, *Degrelle m'a dit*, Paris, 1961, p. 9 : "un ancien ministre tribun puissant mais amer le guida... Crokaert invitait Degrelle à sa table, lui dévoilant les arcanes de cette babylone secrète et dictatoriale d'où on dirigeait les clans, les politiciens, les ministres".

(119) V. MEULENYZER, *Les Banksters, Philips, la dévaluation et le krach du Boerenbond*, Bruxelles, 1941, p. 3.

(120) I. VAUSSARD, *Histoire de la démocratie chrétienne*, Paris, 1956.

(121) Dans *Rex*, 7.4.1934, à propos de l'affaire de la BBT Degrelle faisait le procès de la concentration et de l'hypercapitalisme dont la BBT était un exemple.

régime parlementaire et démocratique par des allégations plutôt vagues et imprécises, alors que Degrelle se plaint à étaler tous les petits détails sordides perdant parfois de vue l'essentiel.

Enfin, pour terminer, certains auteurs, Etienne (122), Saint-Germain (123) ont cru voir dans les diatribes de l'*Action socialiste révolutionnaire* ou de la *Tribune socialiste* (124) des réquisitoires venant à point nommé pour la campagne de Degrelle.

Il est en effet possible que l'*Action socialiste révolutionnaire*, issue de l'*Action socialiste* qui depuis 1934 menait campagne contre l'intégration des dirigeants du POB dans le capitalisme ait en quelque mesure inspiré Degrelle quand il s'en prend au socialisme. Quant à la *Tribune Socialiste* qui parut pour la première fois en janvier 1936, nous sommes plutôt d'avis que c'est elle qui reprit à Degrelle ses harangues contre la pourriture du régime et ses grandes manifestations de propreté et de nettoyage.

Dernier fait à soulever alors dans le cadre de cet article :

LES REACTIONS A LA CAMPAGNE DE DEGRELLE (1936-37)

Dans l'ensemble les réactions de ceux qui avaient mené campagne contre les collusions furent assez épisodiques face à la campagne de Degrelle.

Pour Crokaert on n'en serait pas là si une enquête avait été décrétee en 1933. Toutefois il pense que ce déballage de linge sale peut être salutaire (125).

Quant à Janssens il revendique une sorte de paternité du rexisme : "c'est dans *Rénovation* que les scandales ont été dénoncés pour la première fois". Janssens dit avoir poussé Degrelle à se composer un programme pouvant servir de plate-forme électorale (126).

(122) ETIENNE, *op.cit.*, p. 46.

(123) J. SAINT GERMAIN, *La bataille de Rex*, Paris, 1936, p. 106.

(124) cf. surtout réactions à la campagne de Degrelle 1936-37.

(125) *Le Soir*, 26.3.1936 (entre autres).

(126) *Rénovation*, 30.5.1936, 5.9.1936 dernier no. 5.9.1936 "caisse vide".

Le Peuple sous la signature de F. Gallez (127) allait consacrer une nouvelle série d'articles aux collusions dans un double but : dénoncer encore une fois certaines affaires mais surtout minimiser la campagne de Rex en discréditant son chef, en montrant que Degrelle lui-même avait marché avec les pourris en 1932-33, puis s'était retourné contre eux quand il s'était aperçu que cela ne payait plus. Et il montrait aussi comment les fascistes avaient toujours exploité le thème des scandales financiers en les attribuant à la démocratie.

La seule réaction coordonnée face à la campagne de Degrelle sera celle des communistes qui de janvier 1936 à février 1937 menèrent des campagnes successives contre les collusions et Degrelle. C'est sans doute parce que plus que les autres, plus encore que les socialistes, les communistes ont vu dans la campagne rexiste, dans l'exploitation politique des scandales, dans l'imitation des méthodes fascistes allemandes et italiennes un danger sérieux qui les a poussé à réagir.

L'action communiste se déroule en 3 phases :

Une première campagne demande au gouvernement de faire enfin la lumière sur les collusions afin d'empêcher le "fasciste" Degrelle d'exploiter davantage le thème. Elle trouve son aboutissement dans l'interpellation Jacquemotte du 7 juillet 1936 et la constitution d'une commission d'enquête, le 10 août 1936 (128).

Parallèlement aux travaux de la commission d'enquête et aux communiqués fort brefs que publient les journaux, *La Voix du Peuple* entreprend alors une seconde série d'articles sur "les véritables scandales politico-financiers" dévoilant ce qui se cache derrière des communiqués très neutres (129).

Enfin une troisième étape est franchie avec P. Joye qui entame une dernière enquête sur le thème des collusions (14.12.1936 au 16.1.1937) "les pourris dont Rex ne parle pas".

Campagne surtout intéressante dans la dénonciation des procédés rexistes, dans la démystification de l'exploitation fasciste des scandales sur un fond de crise du régime, plutôt que dans l'apport d'éléments neufs, en fait fort faibles.

(127) *Le Peuple*, mars 1936 (25, 26, 27, 28), avril 1936 (9, 10, 11, 12, 13).

(128) Pour que la lumière soit faite, *Drapeau Rouge*, janvier-juillet 1936.

(129) *La Voix du Peuple* a succédé au *Drapeau Rouge* en septembre 1936 (oct.-déc. 1936).

A cette action communiste il faut adjoindre les réactions de deux autres hebdomadaires de gauche. *L'Action socialiste révolutionnaire* (130) de Walter Dauge, pense tout comme les communistes, que le seul moyen d'enrayer l'expansion de Rex est de faire toute la clarté sur les collusions.

La Tribune Socialiste constate, elle, que "sans le Boerenbond, sans la B.B.T., sans les collusions... il n'y aurait pas eu de fascisme en Belgique" (131), que l'élection de Janssens avait été un sévère avertissement et que maintenant, avec Degrelle, l'heure est encore plus grave. L'hebdomadaire aboutit à la même conclusion : pour lutter efficacement contre le fascisme, il faut supprimer les causes qui le font naître. On y lit également des tirades contre l'intégration du P.O.B. "pourri d'arrivisme" dans le régime capitaliste, et de grandes protestations de propreté et d'idéal, le tout dans le but de voir renaître un vrai socialisme.

Quant aux catholiques, pour contrer Degrelle et l'empêcher de continuer à exploiter les scandales, ils imposeront à leurs élus une règle de stricte incompatibilité entre les mandats financiers et politiques. Aux termes d'un règlement adopté par l'Union Catholique, par 43 voix contre deux, le 12 février 1936, les parlementaires catholiques durent abandonner tous leurs mandats financiers.

Constitué après les élections de mai 1936 qui avaient connu la percée rexiste, le cabinet Van Zeeland voulut témoigner de sa volonté "d'assainir le pays" en déposant un projet de loi sur les incompatibilités et en instituant une commission d'enquête sur les interventions de crise et les collusions entre la politique et la finance. Déposé le 10 août 1936, le projet fut adopté par le Sénat en décembre. En-commissionné par suite d'un amendement apporté par la Chambre, le projet disparut sans suites, les événements internationaux substituant aux scandales des préoccupations nouvelles.

Ainsi, sans avoir réellement apporté de révélations nouvelles et sans avoir conduit à un changement profond des moeurs politico-financières de l'époque, la campagne de Degrelle, amplifiant celles qui l'avaient précédée, lui permit une victoire électorale sans lende-

(130) *L'Action Socialiste Révolutionnaire*, 21.3.1936.

(131) *Tribune Socialiste*, 15 mai 1936, Hubert.

main. Mais le discrédit qu'à force de démonstrations barnumesques il réussit à jeter sur l'institution parlementaire contribua à créer un malaise dont profitèrent incontestablement quelques années plus tard les tenants de l'Ordre Nouveau.

**DE POLITIEK-FINANCIËLE SAMENSPANNINGEN
IN BELGIE (1930-1940)**

door

Henriette SCHOETERS en Danielle WALLEF

SAMENVATTING

Het thema van de politiek-financiële samenspanningen komt dikwijls te berde in het Belgische openbare leven tussen 1930 en 1940. Het gaf aanleiding tot perscampagnes, tot parlementaire en straatagitatie en ook het rexistisch succes is er voor een deel aan toe te schrijven.

De twee gevallen die hier door H. Schoeters worden bestudeerd behoren zeker tot de meest belangrijke. Niet alleen omwille van de bedragen die ermee op het spel stonden, maar vooral omdat de twee maatschappijen die erbij betrokken waren doorgingen voor de vaandeldragers van twee van de belangrijkste Belgische politieke formaties.

De *Boerenbond* was het pronkstuk van de katholieke wereld. De verantwoordelijken ervan hadden zich met bedenkelijke praktijken ingelaten, wat met de conjunctuurcrisis tot een reusachtig en katastrofaal deficit leidde. De zaak werd gered door de tussenkomst van het katholieke kabinet de Broqueville. Dezelfde regering had voordien echter blijk gegeven van een merkwaardige inertie, hoewel de moeilijke situatie van de maatschappij haar niet onbekend was. De tussenkomst van leden van de meerderheid was niet vreemd aan de aanvankelijke welwillende stilte noch aan de latere reddende tussenkomst. Er was wel geen formele wetsovertreding geschied, maar de parlementaire moraliteit was met de voeten getreden en sommige politieke carrières werden plots afgebroken.

De Belgische Bank van de Arbeid, een socialistische schepping, was depositohouder van de fondsen van de coöperatieven en de syndicaten en beheerde ook de stadsfinanciën van Gent en Antwerpen, waar socialistische schepenen zetelden die tegelijk beheerders waren van de instelling. Ook deze bank werd het slachtoffer van ongelukkige verbintenissen en van de crisis en moest in maart 1934 haar loketten sluiten. Slechts een deel van het spaargeld kon dank zij een tussenkomst van dezelfde liberaal-katholieke regering gered worden.

Het onderzoek van beide gevallen verwijst niet naar een systematische oneerlijkheid binnen de Belgische politieke wereld, maar brengt het steeds ongezonde karakter van sommige praktijken aan het licht. Het blijft nochtans zo dat de belangrijkste dossiers betreffende deze zaak niet mochten geraadpleegd worden.

Er werd, al dan niet terecht, een systematische campagne opgezet rond de beschuldiging van samenspanning. De socialistische partijen zetten vanaf 1926 de actie in en het was *Le Peuple* die de term "Bankster" lanceerde die Degrelle later zo goed zou weten te gebruiken. De jaren 1932-33 werden door de campagne van de katholieke Crokaert tegen de "geldmuur" beheerst. In 1934 maakte de Parti Réaliste van Armand Janssens van het thema haar bestaansreden en haalde op die grond duidelijke successen bij de gedeeltelijke verkiezingen van 1935. Degrelle trok hieruit een les. Hij maakte er een systeem van, en ontdekte een schandaal per week, terwijl hij tot het obsessieve toe zijn beledigende aanklachten langs het geschreven en gesproken woord en de karikatuur bleef herhalen tot zijn tegenstanders waren uitgeschakeld. Maar in werkelijkheid berustten de campagnes van Degrelle slechts op gegevens die reeds bekend waren en door zijn voorgangers aan de kaak waren gesteld. Het was de techniek die nieuw en efficiënt was. Ze leidde tot het electoraal succes van Rex maar ook tot de algemeen verspreide overtuiging dat er inderdaad schandalen bestonden. De maatregelen die door de latere regeringen werden aangekondigd kwamen nooit tot uitvoering, maar het parlementaire systeem was er niettemin ernstig door in het gedrang gekomen.

THE POLITICAL-FINANCIAL COLLUSIONS
IN BELGIUM (1930-1940)

by

Henriette SCHOETERS & Danielle WALLEF

SUMMARY

The subject of the political-financial collusions is often brought up in the Belgian public life between 1930 and 1940. It gave rise to press campaigns, to agitation in Parliament and in the streets, and the rexist success also is partly to be attributed to it.

The two cases studies here by H. Schoeters certainly are among the most important, not only on account of the amounts that were at stake, but mainly because the two societies involved were considered the champions of two of the important Belgian formations.

The *Boerenbond* (Farmers' Association) was the pride of the catholic world. Its executives had gone in for questionable practices, which, along with the trade-crisis, led to a gigantic and catastrophic deficit. The case was saved by the intermediary of the catholic de Broqueville-cabinet. Before, however, the

same government had shown a remarkable inertia, though they were aware of the difficult situation of the society. The influence of majority-members was not strange to this benevolent silence and to the subsequent rescuing intervention. True, there had been no formal breach of the law, but the parliamentary morality had been violated and some political careers came to an abrupt end.

The Belgian Bank of the Arbed, a socialist creation, was the depository of the funds of the co-operative movements and the trade-unions, and also controlled the municipal finances of Ghent and Antwerp where the power was vested in socialist aldermen who were at the same time directors of the bank. This bank also was victimized by unfortunate commitments and by the crisis, and had to close its doors in March, 1934. Only part of the savings could be rescued thanks to an intervention of the same liberal-catholic government.

The investigation into the two cases does not point at a systematic dishonesty within the Belgian political world, but it reveals the increasingly unhealthy character of certain practices. Yet, the fact remains that consulting the most important files on this case was forbidden.

Rightly or wrongly a systematic campaign was organized around the accusation of collusion. The socialists started the action in 1926 and it was *Le Peuple* that coined the term of "Bankster" which would later be used so well by Degrelle. The years 1932-33 were characterized by the campaign of the catholic Crokaert against the Money Wall. In 1934 the Parti Réalist of Armand Janssens used this theme as its reason for existence and was obviously successful on these grounds in the by-elections of 1935. Degrelle took the hint, systematically discovering a scandal a week; it almost became an obsession with him to keep repeating his insulting accusations via the written and spoken words and the caricature, till his opponents were eliminated. But in reality Degrelle's campaigns were based only on data which were already known and had been exposed by his predecessors. It was the technique that was new and efficient. It led to the electoral success of Rex but also to the widespread conviction that scandals did occur. The measures announced by the subsequent governments, were never put into execution, but the parliamentary system had thoroughly been affected.